

PAR PIERRE-ALAIN COTNOIR*

Depuis le 30 octobre dernier, en regard des résultats référendaires, de nombreux souverainistes ont acquis la conviction qu'une conversion définitive de nombreux électeurs en faveur de la souveraineté se serait produite et que la « prochaine fois » serait la bonne. Mais, est-ce qu'un examen attentif de l'opinion publique telle qu'elle se présentait en octobre dernier autorise un tel enthousiasme ?

Estimation de la conviction

Notre groupe de recherche utilise depuis un peu plus d'un an quatre estimateurs, identifiés par le politologue Jean-Herman Guay, afin de rendre compte de la robustesse de l'adhésion des électeurs au projet de souveraineté. Ces estimateurs ont permis de classer avec précision les répondants à des sondages en fonction de leurs intentions référendaires.

Ils correspondent à quatre questions que toute personne doit un jour se poser dans sa vie personnelle avant d'entreprendre une démarche analogue à celle menant à la souveraineté du Québec, que ce soit un jeune adulte désirant quitter le foyer familial ou un entrepreneur soucieux de mettre fin à une mauvaise association d'affaires. La première question que l'un ou l'autre de nos personnages se posera aura trait à l'utilité ou à la nécessité pour lui de voler de ses propres ailes. La deuxième question l'amènera sans doute à examiner son droit d'agir de la sorte : ainsi, par exemple, notre homme d'affaires se demandera s'il peut légalement mettre fin à un contrat de nature commerciale le liant à un autre partenaire. Les troisième et quatrième questions concerneront la capacité de mener à terme la démarche projetée. Dans un premier temps, notre jeune pourra s'interroger sur ses capacités à assumer de manière autonome une vie plus indépendante. Puis,

* Pierre-Alain Cotnoir a contribué avec Pierre Noreau, professeur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à la mise sur pied en février 1992 du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP) formé dans le but de développer des outils d'analyse de l'évolution de l'opinion publique. Le comité comprend également Jean Noiseux, sociologue, vice-président de Sondagem inc., Pierre Drouilly, mathématicien et sociologue à l'Université du Québec à Montréal, Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke et Guy Lachapelle, professeur de sciences politiques à l'Université Concordia.

dans un deuxième temps, il examinera si son projet est réalisable : c'est à dire qu'il évaluera quels sont les obstacles qui pourraient compromettre la mise en œuvre.

S'il en est ainsi de la vie d'une collectivité comme de celle de tout un chacun, ces quatre questions résument fort adéquatement les étapes du cheminement qui pousseront un électeur à opter en faveur de la souveraineté du Québec. La première constatation qu'il devra faire aura rapport avec l'impossibilité de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada. La seconde constatation portera sur le droit du Québec à l'autodétermination. Les troisième et quatrième questions traiteront des capacités à court et à long terme pour le Québec d'être un pays indépendant : l'une consistera à se demander si l'accession du Québec à la souveraineté se réaliserait plus ou moins facilement; l'autre, si un Québec souverain posséderait les ressources et les compétences requises pour prospérer.

L'intérêt avec ces quatre estimateurs, c'est qu'ils nous permettent de faire éclater les camps du OUI ou du NON en catégories ordonnées. Aux deux extrémités, l'on retrouve des répondants, pour qui le fédéralisme canadien est un échec, qui pensent que le Québec a le droit de « se séparer », qui considèrent qu'un Québec souverain posséderait les ressources pour réussir et qui croient que la souveraineté est réalisable, et des répondants qui pensent exactement le contraire. Entre les deux, se situent les catégories de répondants par nombre croissant d'objections à l'un ou l'autre des estimateurs.

Lors d'un sondage réalisé pour le compte du quotidien LE DEVOIR par la firme Sondagem sous la direction des professeurs Pierre Noreau et Guy Lachapelle, la distribution de ces catégories, à quelques jours du rendez-vous référendaire, donnait le portrait suivant : 35% des répondants acquiesçaient aux quatre énoncés - constituant ainsi la catégorie la plus souverainiste - 22% soulevaient une objection à l'une ou l'autre de ces interrogations, 11% en relevaient deux, 17% répondaient par la négative à trois d'entre elles et enfin 16% d'entre eux s'objectaient aux quatre énoncés - formant ainsi la catégorie la plus fédéraliste.

La répartition des intentions de vote en faveur de l'un ou l'autre camp à l'intérieur de ces cinq constellations d'électeurs révèle que si plus de 94% des répondants de la catégorie la plus sou-

verainiste (aucune objection) et 72% de la catégorie immédiatement adjacente (une objection soulevée) avaient l'intention de voter pour le OUI, cette proportion tombait à moins de 20% pour la catégorie où deux objections étaient soulevées, les catégories de trois ou quatre objections ne récoltant que des miettes en faveur du OUI, soit 7% et 2% au sein de chaque catégorie. La ligne de démarcation des camps référendaires se situait donc entre les catégories d'une et de deux objections.

Concentrons-nous maintenant uniquement sur les répondants qui avaient exprimé l'intention d'appuyer le camp du OUI lors de ce sondage. L'on peut à partir des cinq catégories constituées bâtir trois grands regroupements d'électeurs qui correspondent d'une certaine manière au niveau de sédimentation de l'option souverainiste dans l'opinion publique.

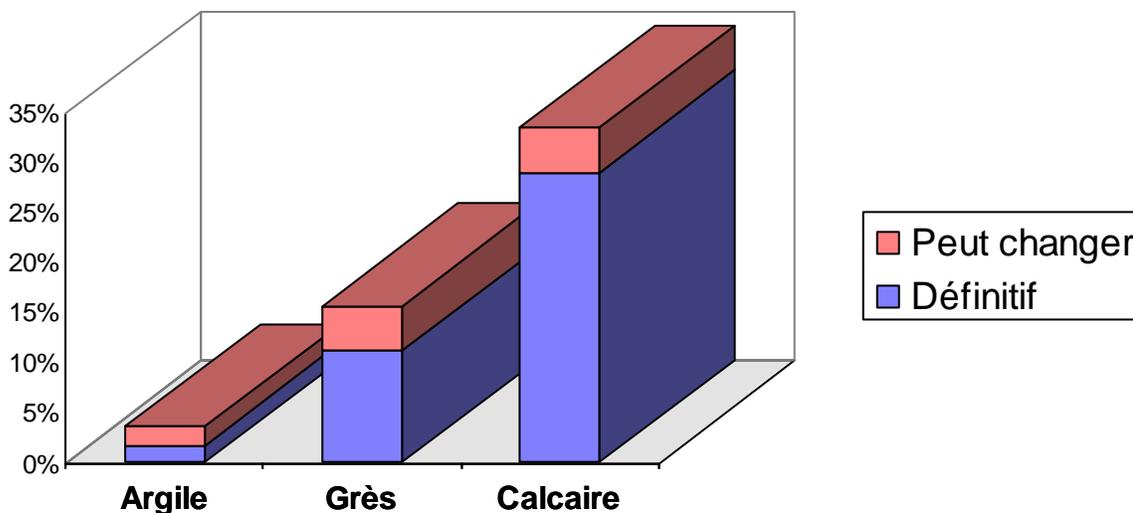
Une sédimentation stratifiée

La première strate, s'apparentant métaphoriquement par sa consistance au *calcaire*, est formée des répondants pour le OUI en accord avec les quatre estimateurs. La seconde strate, nommons-la *grès* afin de poursuivre notre allégorie, se rapporte aux électeurs de la seconde catégorie (c'est à dire présentant une objection à l'un ou l'autre des estimateurs) votant OUI à la question référendaire. Finalement, la dernière strate correspond à un terrain *argileux*, elle regroupe l'ensemble des électeurs des autres catégories favorables à la question référendaire. La distribution des répondants au sein de cette stratification est la suivante (voir graphique) : la strate de *calcaire* correspond grosso modo à un peu plus du tiers des électeurs, celle de *grès* à environ 16% et, pour finir, la strate *argileuse* équivaut à un modeste 4% de l'électorat.

Par ailleurs, dans ce sondage, les répondants étaient invités à indiquer s'ils considéraient leur opinion comme définitive ou si celle-ci pouvait encore changer. Comme on peut le constater en regardant l'illustration fournie, le terrain *argileux* était glissant, pouvant se liquéfier à tout moment avant le jour du scrutin : en effet, plus de la moitié (53%) des répondants avouaient que leur opinion était susceptible de changer. Quoique moins friable, le *grès* était néanmoins fragile, près du tiers (29%) des répondants de cette strate affirmant pouvoir encore changer d'idée. Finalement, pour le *calcaire*, seulement 13% des répondants de cette strate montraient encore une quel-

conque volatilité d'opinion. Cette fragilité décroissante de l'opinion des répondants au sein de chacune des strates se reflétait également dans le moment de leur prise de décision.

La sédimentation du vote souverainiste



Si à peine un cinquième des répondants appartenant à la strate dite de *calcaire* affirmaient avoir pris leur décision après la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef, c'est plus du tiers des répondants des autres strates qui déclaraient s'être décidés après cette nomination. L'intérêt porté envers la campagne référendaire suivait un profil analogue : pour un sixième des répondants de la strate de *calcaire* prétendant n'avoir pas porté un intérêt marqué au déroulement de cette campagne, nous obtenions le double de cette proportion pour l'ensemble des répondants en provenance des deux autres strates.

La composition socio-démographique des strates présentait également des différences significatives : si 60% des répondants de la strate de *calcaire* étaient de sexe masculin, cette proportion s'inversait pour les deux autres strates (54% féminin). En ce qui concerne le niveau atteint de scolarité, pour moins de la moitié (40%) des répondants de la strate de *calcaire* qui n'avaient

accédé qu'à une scolarité de niveau élémentaire ou secondaire, plus de la moitié (*grès*, 64% ; *argile*, 55%) des répondants en provenance des deux autres strates affichaient un tel résultat.

La perméabilité à une *ixième* entreprise de renouvellement du fédéralisme variait également d'une strate à l'autre : près des trois quarts des répondants de la strate d'*argile* et plus des quatre cinquièmes de celle de *grès* étaient d'avis qu'il serait possible de réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada, contre aucun répondant provenant de la strate de *calcaire*. Interrogée sur les conséquences d'une victoire du NON, une forte majorité des répondants des trois strates considéraient que Jean Chrétien devrait « quand même procéder à une réforme du fédéralisme ». Cependant, près des deux tiers des répondants de la couche dite de *calcaire* considéraient comme peu probable que suite à une victoire du NON « le Canada fasse de nouvelles offres constitutionnelles au Québec », contre plus des deux tiers des répondants en provenance des deux autres strates qui considéraient cette éventualité comme très ou assez probable. Cette dissimilitude d'opinion illustre, de manière éloquente, les différences de perception existant entre nos strates face à d'éventuelles tentatives de modifications constitutionnelles.

Nous sommes donc face à un électorat dont la solidité des convictions souverainistes est d'une friabilité variable selon le niveau de stratification considéré. Tabler, comme le font certains commentateurs souverainistes, sur une progression indéfectible de l'appui envers la souveraineté demeure pour le moins téméraire. Bien des événements peuvent encore survenir aptes à en infléchir l'élan. Or, la prochaine consultation risque d'être l'ultime rendez-vous référendaire : cela va de soi si celle-ci est gagnée par les forces souverainistes, mais, si elle est encore perdue, compte tenu du résultat très serré obtenu en octobre dernier, le risque devient alors grand d'assister à un net recul de l'appui à la souveraineté avec toutes les conséquences politiques qui s'en suivraient. Nous ne pouvons donc pas aborder cette *supplémentaire* à la légère. Reconnaître qu'une part importante, environ le cinquième, des appuis recueillis au cours de la dernière campagne référendaire demeure extrêmement friable devrait susciter chez les stratèges souverainistes de sains réflexes de prudence.
